

Chinas Importe ziehen überraschend stark an

Peking. Chinas Außenhandel hat kurz vor dem wichtigen Parteikongress in Peking Stärke gezeigt. Die Importe in US-Dollar gerechnet machten einen Sprung um 18,7 Prozent im Vergleich zum Vorjahresmonat, wie die Zollverwaltung in Peking am Freitag berichtete. Wieder robuster entwickelten sich auch die Exporte, die um 8,1 Prozent im Vergleich zum September des Vorjahres stiegen. Noch im Vormonat waren die Ausfuhren lediglich 5,5 Prozent gewachsen – so langsam wie seit Februar nicht mehr. *dpa*

Wells Fargo: Negative Quartalsbilanz

San Francisco. Die mit den Folgen eines Scheinkonten-Skandals kämpfende US-Großbank Wells Fargo hat im dritten Quartal kräftige Geschäftseinbußen verkraften müssen. Verglichen mit dem Vorjahreswert fiel der Überschuss um 19 Prozent auf 4,6 Milliarden Dollar (3,9 Milliarden Euro), wie das Geldhaus am Freitag mitteilte. Die Bilanz litt vor allem unter einer milliardenschweren Belastung durch Rechtskosten. Auch sonst lief es nicht rund: Insbesondere Probleme im Hypothekengeschäft ließen die Erträge – die gesamten Einnahmen – um zwei Prozent auf 21,9 Milliarden Dollar schrumpfen. Anleger reagierten enttäuscht, die Aktie fiel vorbörslich um zwei Prozent. Wells Fargo versucht, nach einem Skandal um fingierte Konten Kundenvertrauen zurückzugewinnen. Es gab zahlreiche Entlassungen sowie Millionenstrafen von US-Behörden und Vergleiche mit Sammelklägern. Doch zuletzt musste die Bank eingestehen, dass die Affäre deutlich größere Ausmaße hat als zunächst angenommen. *dpa*

Bayer will Monsanto-Übernahme sichern

Leverkusen. Bayer-Chef Werner Baumann zieht alle Register, um die umstrittene Übernahme des US-Saatgutriesen Monsanto durchzubringen. Mit dem heimischen Rivalen BASF sei eine Vereinbarung zum Verkauf von Geschäften aus der Agrarsparte Crop Science im Wert von 5,9 Milliarden Euro unterzeichnet worden, berichtete der Konzern am Freitag. Damit gehe man aktiv auf Bedenken der Aufsichtsbehörden ein, um einen Abschluss des Monsanto-Deals zu ermöglichen. Seit der Jahresmitte prüfen unter anderem die EU-Wettbewerbsbehörden den kritisierten Zusammenschluss. Im August hatte Kommissarin Margrethe Vestager eine vertiefte Untersuchung angekündigt. Bis Anfang 2018 will Brüssel abschließend über die Fusion entscheiden. Auch in den USA steht eine Genehmigung noch aus. Auf dem Weg zu einer erfolgreichen Übernahme von Monsanto könnte der Teilverkauf an die BASF für Bayer ein Befreiungsschlag sein. In den vergangenen Monaten wurde bereits spekuliert, welche Zugeständnisse die Leverkusener machen, um eine Zustimmung zu erhalten. *dpa*



Le taux de chômage est de 9,1 %, soit le niveau le plus faible depuis février 2009. La reprise économique depuis l'éclatement de la crise des dettes souveraines a déjà permis de créer plus de six millions d'emplois. (PHOTO: CHRISTOPHE OLINGER)

L'énigme des salaires qui stagnent

L'inflation trop faible alors que l'économie repart

Les taux restent très bas et le nombre de chômeurs diminue, mais l'inflation est trop loin des attentes des grands argentiers.

Le trop faible taux d'inflation est une anomalie. De plus en plus d'analystes utilisent ce mot pour décrire la situation dans laquelle se trouvent les économies occidentales.

Les réponses se trouvent essentiellement dans les bouleversements économiques et technologiques au niveau mondial qui favorisent cet état de faible inflation en dépit des stimuli monétaires et budgétaires engagés depuis 2009 par les grands argentiers.

Sans oublier que le continent européen est de nouveau chamboulé par des risques politiques avec la menace d'indépendance de la Catalogne. L'indice des prix à la consommation (IPC) en base annuelle pour le mois de septembre qui sortira la semaine prochaine devrait donc être sans grande surprise, les analystes estiment que le taux restera inchangé à 1,5 %, loin de la cible de la BCE.

Plus d'emploi, plus de revenus

La situation sur le marché de l'emploi en zone euro s'est pourtant considérablement améliorée. Le taux de chômage est désormais de 9,1 %, soit le niveau le plus faible depuis février 2009. La reprise économique depuis l'éclatement de la crise des dettes souveraines a déjà permis de créer plus de six millions d'emplois, selon la BCE.

L'amélioration importante se traduisant logiquement par une plus forte pression sur les salaires, devrait pousser les prix à la hausse.

Deux effets permettraient d'atteindre un tel résultat: premièrement, la reprise des chiffres de l'emploi s'accompagne d'une croissance des revenus disponibles et engendre ainsi une hausse de la consommation et par conséquent une variation positive des prix. Deuxièmement, l'embauche de personnes sans emploi impacte positivement les chiffres de chômage et renforce ainsi le pouvoir des négociations salariales. Pour le moment, ces effets sont quasi absents en Europe et il en va de même aux Etats-Unis où l'inflation n'a pas excédé 1,4 % en août, selon les derniers chiffres officiels. Au sein de la première puissance mondiale, la croissance des salaires demeure bien en deçà de son rythme d'avant la crise, malgré un taux de chômage historiquement bas, de 4,4 %.

Entre robots et e-commerce

Le vice-président de la BCE, Vitor Constancio, a publiquement exprimé son incompréhension concernant ce phénomène lors d'une conférence à Francfort, le 22 septembre. «Le fait que les salaires n'augmentent pas davantage dans les économies avancées est une grande énigme», selon le dernier.

La corrélation entre le chômage, l'emploi et les salaires ne semble plus tenir à première vue. Mais, en analysant la situation plus en détail, des débuts d'explications à cette anomalie semblent se profiler. L'atomisation de l'emploi par la multiplication de contrats de courte durée ainsi que des emplois à faible valeur ajoutée expliquent en partie l'évolution modérée de l'inflation. Les emplois

détruits après la crise des suppressions dans le secteur manufacturier ont été remplacés en partie par des emplois dans le secteur tertiaire. La robotisation de tâches répétitives pousse davantage à ce changement. Or, de manière globale, sur ce secteur, la productivité est moindre et les entreprises sont moins, voire pas du tout syndicalisées, ce qui réduit fortement le pouvoir de négociation des salariés.

Les rachats prolongés

Aussi, les changements des habitudes des consommateurs qui favorisent de plus en plus les achats en ligne permettant de plus facilement comparer les prix, pousse les prix à la baisse. En un clic, les grands groupes comme Amazon, Zalando, Showroom privé et les autres permettent de comparer et de trouver les meilleures offres sans se déplacer.

Cette faible inflation a déjà refroidi les partisans d'une troisième hausse de taux aux Etats-Unis en décembre. Le président de la FED de Dallas, Robert Kaplan, a déclaré qu'il était nécessaire d'étudier attentivement un éventuel relèvement des taux en décembre, dans un contexte d'inflation faible, sans pour autant exclure définitivement cette éventualité.

La présidente de l'institution américaine, Janet Yellen, a pourtant martelé lors de la dernière réunion que la FED devrait tout de même poursuivre la normalisation de sa politique monétaire en dépit d'importantes incertitudes sur la trajectoire de l'inflation.

En Europe par contre, le président de la BCE se montre plus pru-

dent face au même phénomène et entrevoit une poursuite des rachats d'actifs lancés en 2015, au-delà de la fin de cette année. Les acteurs de marché avaient pourtant anticipé la fin définitive du programme de rachats en décembre 2017 et une première hausse fin 2018. Mais un prolongement de six mois avec des rachats de 40 milliards par mois au lieu des 60 actuels semble être de plus en plus certain.

La Catalogne complique la donne

Les changements technologiques et économiques en cours qui bouleversent nos sociétés occidentales apportent de nouveaux défis qui laissent perplexes beaucoup d'hommes politiques. Face à un même phénomène, les présidents des deux institutions monétaires les plus importantes du monde réagissent différemment.

Le resserrement monétaire se poursuivra aux Etats-Unis alors qu'en Europe, on prendra certainement plus de temps que prévu initialement. Le manque de coordination et d'homogénéité économique en zone euro ne facilite pas la vie de Mario Draghi.

En plus des conditions économiques, les risques politiques en Espagne avec les envies séparatistes de la Catalogne ajoutent une couche de complexité supplémentaire.

Un rendez-vous a déjà été donné par le président de la BCE le 26 octobre où il annoncera, selon ses termes, des décisions importantes concernant la future politique monétaire de la BCE.

Mike Felten
Directeur, Fortuna Banque s.c.